

## Violence des jeunes : «La culture de l'excuse, c'est fini», annonce Gabriel Attal

Par [AFP agence](#) / Le Figaro 18 avril 2024

Un peu plus de trois mois après sa nomination, l'ancien ministre de l'Éducation entend s'inscrire dans le droit fil de sa déclaration de politique générale. L'«autorité», la «laïcité» et le «rôle de l'État» sont au menu de son déplacement dans l'Essonne.

Pour son centième jour à Matignon, Gabriel Attal a choisi la ville endeuillée de Viry-Châtillon, cette ville de l'Essonne récemment marquée par la mort de Shemseddine, 15 ans, passé à tabac près de son collègue, pour prononcer un *«discours sur l'autorité au cœur de la République»*, avant de défendre l'ensemble de son action de premier ministre lors d'une interview en soirée sur BFMTV.

*«L'autorité est trop souvent défiée par une minorité de nos adolescents», a déclaré le premier ministre, évoquant «une violence parfois déchaînée sans règles». «La France a mal à une partie de sa jeunesse. Je veux que ces drames cessent. Je parle de spirale, d'addiction et non on ne peut pas l'excuser». Attal estime que «bien souvent la première victime de la violence de la jeunesse, c'est la jeunesse elle-même». Et de poursuivre «Nous avons besoin d'un sursaut d'autorité».*

*«La République contre attaque. Nous avons besoin de toutes les bonnes volontés pour aboutir à l'ordre durable», a poursuivi le premier ministre.*

Gabriel Attal, qui est accompagné des ministres, a échangé auparavant avec les équipes et les bénéficiaires de la MJC<sup>1</sup> de Viry.

Jeudi matin, le premier ministre a réaffirmé sa détermination *«totale»* dans une vidéo publiée sur le réseau social X (ex-Twitter). *«Dans un contexte où il y a des difficultés, où il y a des Français qui doutent, qui souffrent, qui sont inquiets, on arrive à se parler», a assuré le chef du gouvernement. «Tout ne peut pas se régler en un jour», a-t-il cependant averti.*

Le maire de Viry-Châtillon, Jean-Marie Villain (Les Centristes) s'est dit sur RTL *«heureux que le premier ministre vienne échanger avec des jeunes ados et des présidents d'associations».*

Un peu plus de trois mois après sa nomination, l'ancien ministre de l'Éducation entend s'inscrire dans le droit fil de sa déclaration de politique générale. Il était alors revenu sur les émeutes urbaines d'une rare violence qui avaient embrasé des villes et des quartiers au début de l'été 2023.

Alors que *«les violences de juillet dernier ont profondément marqué notre pays»,* avec parmi les émeutiers *«des jeunes, très jeunes parfois, qui semblaient avoir déjà coupé les ponts avec notre société», «nous devons faire respecter l'autorité partout»,* expliquait-il le 30 janvier devant l'Assemblée nationale. Avant de lancer son fameux *«tu casses, tu ré pares, tu salis, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter».*

---

<sup>1</sup> maison des jeunes et de la culture

**Responsabilité parentale, respect des règles à l'école : Gabriel Attal prône un « sursaut d'autorité » auprès d'une partie de la jeunesse**

Le premier ministre, Gabriel Attal, s'est déplacé dans cette ville de l'Essonne ébranlée par la mort de Shemseddine, 15 ans, où il a dévoilé son « plan » pour replacer « l'autorité au cœur de la République ».

Le Monde avec AFP , 17 avril 2024

Pour marquer ses cent premiers jours à Matignon, le premier ministre, Gabriel Attal, était dans l'Essonne, jeudi 18 avril, pour dévoiler son « plan » visant à replacer « ***l'autorité au cœur de la République*** ». De Viry-Châtillon – ville ébranlée récemment par la mort de Shemseddine, 15 ans, battu jusqu'à ce que mort s'ensuive près de son collègue –, le chef du gouvernement a appelé à un « *sursaut d'autorité* » dans une « *République qui contre-attaque* ».

Il a donné « *huit semaines* » pour faire aboutir le « *travail collectif* » de concertation demandé par le président de la République, Emmanuel Macron, sur la violence des jeunes, avec « *un point d'étape central dans quatre semaines* ». « *La culture de l'excuse, c'est fini* », a-t-il lancé, avant de reprendre la formule énoncée durant sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale fin janvier : « ***Tu casses, tu ré pares, tu salis, tu nettoies, tu défies l'autorité, on t'apprend à la respecter.*** »

Parmi ses annonces, M. Attal a fait savoir que « *tous les collégiens seront scolarisés tous les jours de la semaine, entre 8 heures et 18 heures, à commencer par les quartiers prioritaires et les réseaux d'éducation prioritaires* ». Il est également revenu sur ces « *dizaines de milliers de places en internat désespérément vides* » en souhaitant qu'un jeune puisse être « *envoyé en internat loin de son quartier et de ceux qui le poussent à plonger* », « *avant qu'il ne tombe vraiment dans la délinquance* ».

Des mesures de « bon sens »

Appelant à un retour « ***de la culture du civisme*** », citant le général de Gaulle durant son discours, M. Attal a plaidé pour des mesures « *simples, concrètes, de bon sens* » en listant certaines d'entre elles : « *Se lever dès qu'un professeur rentre dans la classe, faire participer l'ensemble des élèves dès le plus jeune âge aux tâches communes au sein de leur établissement scolaire.* » Le chef du gouvernement souhaite aussi que les parents des élèves « *signent avec les établissements scolaires à chaque rentrée un contrat qui rappellera les droits et obligations de chacun* ». Ce contrat « *pourra ouvrir à des sanctions* » contre les parents « *en cas de dérive de leur enfant, en cas de défaut manifeste d'assiduité, en cas de non-participation des parents à l'éducation de leurs enfants* », a-t-il déclaré.

Vis-à-vis des élèves qui « *défient l'autorité, dégradent ou menacent* », M. Attal estime que « *cela ne doit jamais rester sans conséquences* ». Il s'est ainsi dit « *favorable* », concernant ceux qui « *perturbent le plus gravement* » les cours, à ce qu'ils « *se voient sanctionner sur leur brevet, leur CAP, leur bac, et qu'une mention soit apposée sur leur dossier Parcoursup* ».

## Le Royaume-Uni veut interdire définitivement la vente de cigarettes aux générations nées à partir de 2009

La mesure, défendue par le premier ministre, Rishi Sunak, et soutenue par les travaillistes, a divisé les rangs des conservateurs, certains dénonçant un plan « infantilisant ».

Publié le 16 avril 2024 , Le Monde

Adopté à la Chambre des communes, mardi 16 avril, par 383 voix pour (67 contre), le Tobacco and Vapes Bill (projet de loi tabac et vapotage) est l'un des derniers textes présentés par le gouvernement conservateur de Rishi Sunak, à quelques mois des élections générales britanniques. Il s'agit aussi du plus radical, en tout cas du plus surprenant, tant il tranche avec la ligne traditionnellement libertarienne défendue par les tories. Son but est d'instaurer une interdiction totale de la vente de cigarettes aux personnes résidant au Royaume-Uni nées après le 1<sup>er</sup> janvier 2009, ayant au maximum 15 ans en 2023.

Pour l'instant, la vente de tabac n'est autorisée qu'à partir de 18 ans au Royaume-Uni. Si le projet de loi est adopté, tous ceux nés après le 1<sup>er</sup> janvier 2009 se verront refuser l'achat de cigarettes à leur majorité, et ce pour le reste de leur vie sur le territoire, ce qui constituerait une première mondiale. Seule la Nouvelle-Zélande a envisagé cette interdiction totale, avant qu'un gouvernement conservateur nouvellement élu n'y renonce, en février.

La vente de tabac (cigarettes, cigares, etc.) aux générations post-2009 constituera une infraction. Le texte de loi étend aussi aux produits sans nicotine l'interdiction actuelle de vente de vapoteuses et de recharges aux moins de 18 ans. Il autorise, enfin, les ministres concernés à durcir la régulation pour limiter les parfums des recharges et rendre les packagings des produits moins attractifs.

Le gouvernement Sunak assure vouloir « *protéger les futures générations* » des dommages du tabac. À en croire des chiffres officiels avancés par Downing Street, le tabac est la « *première cause évitable* » de décès dans le pays, tuant les deux tiers des gros fumeurs et causant 80 000 morts par an. La pression sur le système hospitalier public est considérable : « *Presque chaque minute* », un patient est hospitalisé à cause du tabagisme, précise l'étude d'impact accompagnant le projet de loi.

Jusqu'à 75 000 rendez-vous mensuels auprès des médecins généralistes sont attribués au tabagisme. « *Si vous êtes en faveur du libre arbitre, vous devriez être contre quelque chose qui vous prive de choix* », insistait mardi, sur les médias britanniques, Sir Chris Whitty, le médecin-chef pour l'Angleterre, faisant référence au caractère addictif de la nicotine, et soutenant sans ambiguïté le projet de loi.

« *Quand j'étais jeune docteur, je me rappelle de cas tragiques de personne que l'on devait amputer d'une jambe en raison des dommages causés à leurs artères par la cigarette* », a ajouté l'expert, devenu une figure connue et appréciée de l'opinion britannique pour avoir animé des bulletins de santé quasi quotidiens pendant la pandémie de Covid-19. Le texte de loi est défendu personnellement par le premier ministre, Rishi Sunak, qui, malgré ses convictions libérales, fait une entorse étonnante à l'aversion presque épidermique des tories pour le « *Nanny State* » (« l'Etat nounou ») – l'intervention des pouvoirs publics dans la sphère privée.

## Animaux de compagnie : d'où vient cette passion française ?

Par [Eugénie Boilait](#) Publié le 11/03/2023 , Le Figaro

Les Français dépensent en moyenne 442 euros par an de nourriture pour animaux, 144 euros de frais vétérinaires et 76 euros d'assurance.

Près d'un Français sur deux possède un animal de compagnie, souvent jusqu'à le considérer comme un «membre de la famille».

Le 11 et 12 mars, se tenait dans la capitale le Paris Animal Show, un grand rendez-vous annuel où se côtoient sur une surface de 7000 m<sup>2</sup> des milliers de chiens, chats, reptiles et autres poissons. Cette foire, qui a lieu dans le Hall 3 de Paris Expo Porte de Versailles, attire chaque année des dizaines de milliers de personnes.

Et ce chiffre ne surprend pas quand on connaît la passion des Français pour les petites boules de poils<sup>2</sup>. En effet, près d'un Français sur deux possède un animal de compagnie (52%), selon une enquête *Ipsos* publiée en juillet 2020. Et ce sont près de 80 millions d'animaux de compagnie qui vivent à leurs côtés, selon la Fédération des fabricants d'aliments pour animaux (Facco). Parmi eux, 22,6 millions de chats et de chiens. La France caracole ainsi en tête des pays européens jusqu'à compter plus d'animaux de compagnies... que de Français.

Et cette passion n'est pas gratuite. Les Français dépensent en moyenne 442 euros par an de nourriture, 144 euros de frais de vétérinaire et 76 euros... d'assurance. Aux dépenses habituelles s'ajoutent de nouveaux frais visant à dorloter chiens, chats, hamsters et lapins.

Le marché des produits pour animaux de compagnie (hors médicaments et soins vétérinaires) est en hausse depuis plusieurs années et connaît en 2022 sa meilleure performance depuis dix ans, selon une étude de l'association Promojardin-Prom'animal : les ventes ont en effet bondi de 8,5%. «*En deux ans, le secteur a gagné près de 16%, générant un chiffre d'affaires de 5,4 milliards d'euros*», souligne l'étude. Selon Forbes, le secteur d'accessoires pour animaux devrait enregistrer une croissance de 23% par an d'ici 2026. 28 % des maîtres de chiens et 11% de ceux de chats ont même déboursé de l'argent pour leur offrir un vêtement, sous l'influence croissante des réseaux sociaux.

Ces chiffres révèlent d'ailleurs une certaine vision des animaux. Parmi leurs propriétaires, près de 68% considèrent leur chat ou leur chien comme un «*membre de la famille*», contre seulement 23% qui les voient comme un «*être vivant*» auquel ils sont fortement attachés mais qui n'est pas pour autant un membre de la famille.

Une tendance si importante que le pape François lui-même s'était emparé de la question lors de la première audience générale de l'année 2022 au Vatican. Il avait alors regretté que les animaux de compagnie «*prennent parfois la place des enfants*». Cette déclaration du chef de l'Église interroge le rôle que peuvent jouer les animaux de compagnie dans les sociétés occidentales.

---

<sup>2</sup> un élevage familial de cochons d'inde et lapins

**« La France aurait intérêt à voir les étudiants étrangers comme des agents d'influence plutôt que comme de potentiels immigrants illégaux »**

L'accueil des étudiants étrangers devrait être perçu par notre pays comme un instrument d'attractivité et de rayonnement, non comme une porte d'entrée à l'immigration illégale, rappelle dans sa chronique Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde ».

Le Monde, 20 avril 2024

C'est une façon de mesurer le rayonnement de la France que les Français eux-mêmes ignorent largement : trente chefs d'Etat ou de gouvernement en exercice dans le monde en 2023 ont fait leurs études supérieures en France.

Le classement des Etats les plus influents de ce point de vue, établi par le Higher Education Policy Institute, un cercle de réflexion britannique spécialisé dans les politiques universitaires, classe l'Hexagone en troisième position derrière les Etats-Unis (soixante-cinq dirigeants de la planète y ont fait leurs études) et le Royaume-Uni (cinquante-huit dirigeants). Derrière la France vient la Russie, où dix leaders mondiaux ont été formés, puis la Suisse, l'Australie, l'Italie et l'Espagne.

À l'heure où les questions de souveraineté et d'attractivité sont largement débattues, l'accueil des étudiants étrangers est, dans notre pays, le plus souvent traité – négativement – dans la catégorie « immigration » plutôt que considéré comme un outil de rayonnement et d'influence.

Suivant l'extrême droite, qui a tendance à voir derrière chaque étudiant étranger un immigré illégal en puissance, le sénateur (Les Républicains) des Hauts-de-Seine Roger Karoutchi a réussi, à l'automne 2023, à faire adopter un amendement au projet de loi sur l'immigration rendant obligatoire le dépôt d'une caution pour la délivrance d'un titre de séjour pour motif d'études, une somme qui aurait été restituée au moment de la sortie du territoire. Cette mesure a servi d'appât pour attirer le vote de la droite et de l'extrême droite sur le texte. Combattue par les responsables de l'enseignement supérieur, elle a finalement été censurée par le Conseil constitutionnel pour cause de rapport distant avec l'objet du projet de loi, ce qui ne l'empêche nullement d'être présentée à nouveau.

*« Honnêtement, ce n'est pas une bonne idée, avait admis Emmanuel Macron, dont la plupart des amis ont cependant voté pour. Je pense qu'on a besoin de continuer à attirer des talents et des étudiants du monde entier. »* Le cliché des étrangers utilisant le statut d'étudiant pour contourner les règles du séjour a été ainsi conforté dans le débat. Un cas de figure qui existe mais reste minoritaire : 80 % des étudiants arrivés en France en 2010 ont quitté le pays ou sont devenus Français dix ans après la délivrance de leur premier titre de séjour. La France aurait pourtant tout à gagner à considérer les étudiants étrangers comme une manne et un puissant outil d'influence.

## Rachida Dati: cent jours à la Culture sur le credo de l'anti-élitisme

Par Le Figaro avec AFP , 20 avril 2024

Entre œillades au hip-hop et ode à la «ruralité», Rachida Dati assume le grand écart pour sortir de «l'entre-soi» et lance une périlleuse réforme de l'audiovisuel public.

Bibliothèques dans les HLM, élargissement du Pass culture, réforme de l'audiovisuel public... pour la locataire de la rue de Valois «*Tous les Français peuvent être des acteurs culturels*».

Sa nomination à la Culture avait surpris et, cent jours après, Rachida Dati veut continuer d'étonner. Entre œillades au hip-hop et ode à la «ruralité», la ministre assume le grand écart pour sortir de «l'entre-soi» et lance une périlleuse réforme de l'audiovisuel public.

Dans l'émission de Skyrock *Planète rap* comme à la Cité de l'accordéon qu'elle a inaugurée en Corrèze, l'ex-garde des Sceaux de Nicolas Sarkozy martèle un même credo: **la culture pour tous**. «*Tous les Français (...) peuvent être des acteurs culturels*», déclarait-elle fin janvier. Tous ceux qui l'ont précédée rue de Valois ont nourri la même ambition mais Rachida Dati assure que sa combativité fera la différence. «*Chacun sait que j'aime me battre*», a-t-elle lancé en prenant ses fonctions le 12 janvier, d'abord «interloquée» qu'Emmanuel Macron lui ait proposé le poste.

Tombée en disgrâce à l'Élysée, sa prédécesseuse Rima Abdul Malak avait été débarquée pour faire place à ce visage familier de la politique et des plateaux télé, ex-magistrate devenue maire du très chic VII<sup>e</sup> arrondissement de Paris après avoir grandi dans une cité HLM. «*Là où elle est très forte, c'est sur le côté méritocratie. Elle n'a pas besoin d'en parler, elle l'incarne*», disait un ministre début février. L'édile<sup>3</sup> parisienne a d'abord été là où on ne l'attendait pas en lançant le «*printemps de la ruralité*», une concertation nationale pour «*désenclaver*» l'offre culturelle. «*Cela a fait sourire tous ceux qui m'imaginaient ne pas franchir le périphérique*», a-t-elle glissé.

Par petites touches, la ministre a creusé ce sillon anti-élitiste, promettant des bibliothèques dans les HLM ou l'élargissement du Pass culture et donnant des gages au hip-hop. «*Vous êtes la culture populaire*», a-t-elle lancé dans le *DVM show*, émission sur Twitch prisée des rappeurs. Parallèlement, elle planifie un hommage au compositeur Pierre Boulez en 2025.

«*Elle est là pour faire bouger les lignes et elle le fait*», salue auprès de l'AFP Laurent Lafon, président centriste de la commission culture du Sénat. D'autres sont plus réservés. «*C'est de la com', pas de la culture. La com', c'est de l'instantané ; la culture, c'est de la profondeur, l'appel à l'ouverture de l'esprit*», dit à l'AFP Laure Adler, ex-patronne de France Culture et figure de gauche, qui reconnaît à la ministre «*une capacité à n'avoir peur de rien*».

---

<sup>3</sup> magistrat municipal d'une grande ville détenteur du pouvoir exécutif



## Condamnation de la Suisse par la CEDH : une avancée utile dans la lutte contre le réchauffement climatique

Le Monde, 10 avril 2024

À la suite de l'arrêt historique rendu mardi par la Cour européenne des droits de l'homme, chacun des 46 États membres du Conseil de l'Europe se trouve désormais dans l'obligation de mettre en œuvre des politiques publiques en faveur du climat suffisamment ambitieuses pour garantir les droits des citoyens.

Un État peut-il être tenu pour responsable d'avoir manqué à ses devoirs de protection de ses citoyens vis-à-vis des conséquences du changement climatique ? En répondant par l'affirmative à cette question, mardi 9 avril, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a rendu une décision inédite. Ce jugement devrait faire jurisprudence dans les quarante-six États membres du Conseil de l'Europe, en accentuant la pression sur les gouvernements pour qu'ils renforcent leur action, en conformité avec les engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris de 2015.

La CEDH a statué sur la plainte déposée par une association composée de 2 500 femmes de plus de 64 ans, qui accusent les autorités suisses de n'avoir pas engagé les politiques climatiques suffisantes pour protéger leur santé – notamment de la hausse des températures – violant ainsi leur « droit à une vie privée et familiale normale ». Ce principe est garanti par l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

La juridiction européenne s'est également prononcée sur deux affaires du même type, l'une portée par l'ancien maire de Grande-Synthe (Nord) contre les « carences <sup>4</sup> » de l'État français pour limiter les risques de submersion menaçant la commune littorale de la mer du Nord, l'autre engagée par de jeunes Portugais, qui accusaient trente-trois États européens d'inaction climatique après les gigantesques incendies meurtriers qui ont ravagé leur pays en 2017. Mais, dans ces deux cas, la requête a été rejetée pour des raisons de forme. L'ex-édile n'habitait plus sa commune lorsqu'il a lancé la procédure, tandis que, concernant les plaignants portugais, la CEDH a fait valoir qu'ils auraient dû épuiser toutes les voies de recours nationales avant de porter l'affaire devant la juridiction européenne.

Le jugement de la CEDH constitue une étape importante de la lutte contre le changement climatique à plusieurs titres. **D'abord, si des citoyens avaient déjà obtenu gain de cause dans des procès nationaux, il s'agit de la première fois qu'un tribunal international se prononce sur le changement climatique en établissant un lien direct avec la qualité de la vie, la santé et le bien-être.**

Certes, la contrainte juridique est relativisée par l'absence de sanctions au cas où l'État visé ne se mettrait pas en conformité avec une trajectoire crédible de réduction de ses émissions de GES. L'appel du premier parti helvétique, l'Union démocratique du centre (droite radicale), à quitter le Conseil de l'Europe montre malgré tout que la décision de la CEDH ne laisse pas indifférents les dirigeants politiques.

---

<sup>4</sup>Incapacité à faire face à ses responsabilités.

## Le défilé de chameaux et de dromadaires à Paris aura bien lieu

- Le Figaro, 20 avril 2024

Initialement prévu sur le Champ-de-Mars, le cortège s'élancera, à 14 heures, de l'esplanade du Château de Vincennes.

Des dromadaires et des chameaux défileront bien à Paris, ce samedi 20 avril. Mais pas dans les cossus quartiers de l'Ouest de la capitale, comme souhaité initialement par l'organisateur de cet événement insolite, Christian Schoettl, maire de Janvry (Essonne) et président de la Fédération française pour le développement des camélidés en France et en Europe.

«L'incroyable défilé» se tiendra donc à partir de 12h00 sur l'esplanade du Château de Vincennes, dans le 12<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. Le cortège, composé d'une cinquantaine d'animaux, s'élancera ensuite aux alentours de 14 heures. 80 personnes pour protéger la manifestation dont trois vétérinaires, une ambulance de sécurité civile, deux vans pour secourir les animaux si besoin et des ramasse-crottes, assureront son bon déroulement.

Il y a des petits indices de racisme avec des connotations de dromadaires arabo-musulmans qui me choquent profondément.

Cette manifestation, qui s'inscrit dans le cadre de l'année internationale des camélidés proclamée par l'ONU, *«est très attachée à la paix»*, a déclaré ce samedi matin au micro de BFM TV Christian Schoettl. *«C'est le dromadaire de la paix qui conduira le défilé où seront présents 34 pays. Il y a des chiïtes, des sunnites, des catholiques, des protestants... Dans les temps qui courent c'est plutôt intéressant»*, a-t-il ajouté.

Ce défilé de camélidés a toutefois fait l'objet d'un âpre bras de fer entre Christian Schoettl, la Mairie de Paris et les associations de défense des animaux. À l'origine, les mammifères devaient déambuler entre le quai de Seine devant la tour Eiffel, les Invalides et le siège de l'Unesco, tous situés dans le VII<sup>e</sup> arrondissement de la capitale. Une manière, expliquait l'organisateur, de soutenir *«la cause du dromadaire dans la capitale française des droits de l'Homme»*.

Pas de quoi convaincre l'association de défense des animaux Paris Animaux Zoopolis, qui a dénoncé l'utilisation des camélidés comme *«des objets de divertissement»* et *«de vulgaires ressources alimentaires»*. *«Ces animaux sont adaptés au désert, aux fortes températures et à la sécheresse. Ils n'ont pas leur place à Paris»*, a soutenu Amandine Sanvisens, cofondatrice de l'association.

La mairie de Paris, non plus, *«n'est pas favorable à ce défilé»*, a-t-elle indiqué, mais elle n'a pas de pouvoir décisionnel, *«la manifestation étant itinérante»*. C'est finalement la Préfecture de police de Paris qui, dans un arrêté, a interdit le parcours originel, justifiant cette décision par des arguments sécuritaires notamment. *«Il y a des petits indices de racisme avec des connotations de dromadaires arabo-musulmans qui me choquent profondément»*, a raillé de son côté Christian Schoettl.



**«Ce n'était pas vraiment calculé» : à peine retraités, Pascale et Jean ont quitté Paris pour venir en aide aux chrétiens d'Orient**

Par Pauline Landais-Barrau , Le Figaro, 20 avril 2024

**MA VIE D'APRÈS** - La retraite, une période qui angoisse autant qu'elle fait rêver. Dans cette série, les Français racontent au *Figaro* leurs projets, leurs envies, mais aussi leurs déconvenues. Il y a quelques mois, ce couple a tout quitté pour une mission humanitaire en Irak. C'est une «mission providentielle» qui a été proposée à Pascale et Jean, quelques mois après leur retraite. Une opportunité que ce couple de Parisiens sexagénaires n'a pas envisagé de refuser : partir vivre deux ans à Erbil, dans le Kurdistan irakien, au service de L'Œuvre d'Orient. Cette association catholique et apolitique est engagée auprès des chrétiens d'Orient dans une vingtaine de pays du Moyen-Orient, de la Corne de l'Afrique, d'Europe orientale et d'Inde. «C'est un projet qui est né il y a quelques années, avant que j'arrête mon boulot», raconte Jean, ingénieur de carrière, qui avait déjà l'objectif «de se décentrer» de la vie parisienne, pour se lancer dans une aventure «à la fois porteuse de sens et qui rende service». Sans avoir d'idées précises dans un premier temps, mais avec l'intime conviction que tant que sa femme, ancienne directrice d'école primaire, et lui étaient «vaillants», leur aide serait la bienvenue quelque part.

«J'en ai d'abord parlé sans faire de prospection très complexe et on a eu cette proposition de L'Œuvre d'Orient qui s'est précisée», se remémore Jean, pour qui ce changement de vie, comme une évidence, n'a pas nécessité «de gros travaux préparatoires». «Ce n'était pas vraiment calculé. C'est notre disponibilité qui a rencontré les besoins de l'association», ajoute-t-il, évoquant à nouveau «la providence». Pour autant, ce choix «parfaitement mûri» selon leurs dires n'a pas été aussi simple qu'il n'y paraît pour ce couple à la tête d'une grande famille de cinq filles et autant de petits-enfants. «On a une super famille qui nous a laissé partir», admettent-ils dans un sourire, qui laisse percevoir la difficulté de cette décision.

À Paris, il a fallu aussi dire adieu à leur appartement, dans lequel ils ont vécu plus de 20 ans. «Nous étions locataires, alors de ce côté-là, ça a été assez simple. Et aujourd'hui, on n'a plus de maison, mais on a plein d'amis. C'est une belle leçon de vie», relativise Pascale. Après avoir accueilli beaucoup de migrants venus d'Afghanistan, d'Égypte et de Syrie, elle expérimente l'hospitalité des autres. Le couple confie ne pas s'être soucié des finances. «D'un point de vue pratique, nous sommes bénévoles et ne sommes pas payés, mais nous sommes hébergés. Les frais de notre maison à Erbil sont pris en charge par l'association. On s'occupe de notre couvert, pas de notre gîte», détaille la mère de famille, qui reconnaît ne pas «avoir de problèmes financiers personnels». «C'est un choix qui ne nous coûte pas, mais ce n'est pas non plus une opération économique», tient-elle à préciser.

Car c'est bien la mission en elle-même que Pascale et Jean sont allés chercher. Depuis septembre dernier, ils ont pris leur poste de «directeurs pays» en Irak, à la suite d'un autre couple, et vivent dans une maison située en plein cœur d'Ainkawa, le quartier chrétien d'Erbil. «Une ville qui a accueilli tous les déplacés de la plaine de Mossoul», rappelle Pascale, faisant référence à l'invasion de l'État islamique. Là, ils remplissent une triple mission : «entretenir l'amitié de l'Église de France avec les communautés chrétiennes en Irak», «apporter un soutien financier et logistique aux communautés chrétiennes d'Orient pour leur permettre de rester chez elles» et enfin, «servir d'opérateur sur place pour de grands projets de restauration financés par des fondations et autres porteurs institutionnels».

**Alexandre Farnoux: «Coubertin n'a pas inventé seul les Jeux olympiques»**

Par Eric Biétry-Rivierre Le Figaro, 21 avril 2024

**Alexandre Farnoux, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art grec à la Sorbonne.**

Comment et sur quelles bases des connaissances archéologiques d'alors, la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a réinventé les concours de la Grèce antique ? Réponses au Louvre qui sera bientôt aux premières loges pour les Jeux olympiques et paralympiques de 2024. S'y ouvre à partir du 24 avril une exposition sur ce thème. Elle a été conçue par Alexandre Farnoux, ancien directeur de l'École française d'Athènes, professeur d'archéologie et d'histoire de l'art grec à la Sorbonne, avec son homologue de l'université de Thessalie Christina Mitsopoulou. Rencontre avec le premier au sein d'un parcours aux couleurs inspirées des célèbres anneaux entrecroisés. Et tandis qu'est installée dans une vitrine la « coupe Bréal » venue d'Athènes, prêt de la Fondation Stavros Niarchos, premier trophée de l'athlétisme moderne, mi-antique, mi-style Art nouveau.

**LE FIGARO. - Qui était ce Michel Bréal qu'on découvre, dans un pastel, penché sur sa table de travail parmi une montagne de livres ?**

**Alexandre FARNOUX.** - Un philologue mort en 1915, professeur au Collège de France et membre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres. C'est lui qui, à l'âge de 62 ans, depuis le bureau de sa villégiature en Suisse, a inventé la course du marathon. En s'inspirant des sources historiques anciennes bien sûr. Celles qui relatent la célèbre bataille dans la plaine marécageuse de Marathon ; quand les Athéniens ont été informés par un guerrier ayant couru jusqu'à en perdre tout souffle que le danger d'une invasion perse était passé. Mais il avait également lu Minoïde Mynas. Ce découvreur et traducteur en 1858 dutraité *De la gymnastique* de Philostrate avait proposé de restaurer le stade antique d'Athènes pour y organiser des Jeux olympiques modernes. C'était l'embryon de la vision de Pierre de Coubertin.

**Les femmes grecques antiques étaient-elles interdites de toute activité physique ?**

Le refus des premiers Comités olympiques d'autoriser les femmes à participer aux Jeux modernes au nom du modèle antique a reposé sur une utilisation tendancieuse des sources anciennes. On trouve en effet dans la description du sanctuaire de Zeus à Olympie faite par Pausanias la mention de concours de course destinés aux jeunes filles et organisés dans le stade lors des fêtes en l'honneur d'Héra. Par ailleurs, les jeunes filles se livraient à des activités physiques dans la sphère privée – danse, jeux de balle ou du porteur par exemple.

**Dans quelle mesure la compétition moderne diffère-t-elle de l'antique ?**

Pas de podiums ni de résultats de performance enregistrés puisque seul le premier compte car il est celui béni des dieux. Quant aux disciplines, certaines sont inventées comme le marathon. Certaines ont disparu comme le saut en longueur sans élan. Ou le pancrace, un combat autorisant toutes les techniques, pincer, mordre, tordre. Sauf le doigt dans l'œil ou dans la bouche, tirer l'oreille ou les parties génitales de l'adversaire.

## En Seine-Saint-Denis, état des lieux chiffré des problèmes de l'enseignement

Depuis février, les enseignants et les parents d'élèves alertent sur l'état dégradé de l'institution scolaire dans le département. Alors que de nouvelles journées de mobilisation sont prévues, voici les chiffres qui illustrent la situation.

Par Iris Derceux , Le Monde, 22 avril 2024

La mobilisation dure depuis fin février. À l'appel d'une intersyndicale réunissant la FSU, la CGT-Educ'action, SUD-Éducation, et la Fédération des travailleurs de l'éducation, plusieurs journées de grève et de manifestation se succèdent en Seine-Saint-Denis. Le mot d'ordre est double : l'abandon de la politique du « *choc des savoirs* », voulue par le gouvernement, et l'obtention d'un « plan d'urgence » de 358 millions d'euros pour le département.

Cette mobilisation a été amplifiée par l'initiative de douze maires du département qui ont pris, le 2 avril, un arrêté commun pour presser l'État d'agir contre le manque d'enseignants et de moyens, et donc de répondre aux demandes intersyndicales.

Le « 9-3 »<sup>5</sup> apparaît de fait comme l'agrégateur de difficultés existant ailleurs dans l'Hexagone : phénomène de ségrégation scolaire, crise du recrutement et du remplacement des enseignants, mais aussi des médecins scolaires, ou encore bâti dégradé. Plusieurs rapports récents documentent de manière chiffrée les difficultés particulières que rencontre l'école dans le département le plus jeune de France métropolitaine, et également parmi les plus pauvres. Des écoles et des collèges qui sont, en majorité, classés en REP/REP + au titre des politiques publiques de l'éducation prioritaire déployées depuis les années 1980, politiques qui doivent se traduire par des investissements supplémentaires.

Un rapport parlementaire des députés Christine Decodts (Renaissance, Nord) et Stéphane Peu (Parti communiste français, Seine-Saint-Denis), publié en novembre 2023, conclut que l'école « *peine à tenir la promesse républicaine* » dans le département et ce en dépit du plan « L'Etat plus fort en Seine-Saint-Denis » annoncé en 2019.

### Des familles aux conditions socio-économiques fragiles

Juste devant l'Aisne, les Ardennes et la Haute-Marne, les collèges publics du « 9-3 » ont l'indice de position sociale (IPS) le plus faible de France métropolitaine, ce qui signifie que les élèves y ont l'environnement familial considéré comme le moins favorable à la réussite scolaire du pays.

Cet indicateur, élaboré depuis 2016 par la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) du ministère de l'éducation nationale, est de plus en plus utilisé pour analyser la situation sociale des collèges et des lycées, et contribue ainsi au débat sur la mixité scolaire. L'IPS repose sur l'attribution à chaque catégorie socioprofessionnelle d'un indice calculé à partir de plusieurs facteurs (comme le niveau de diplôme ou les conditions matérielles d'existence d'une famille) **ayant une incidence sur la réussite scolaire des enfants.**

---

<sup>5</sup> Les habitants de la Seine-Saint-Denis

## Climat : le succès des vols low cost ne cesse d'alourdir le bilan carbone de la France

Selon l'étude de ONG Transport & Environment, la forte augmentation de l'activité des compagnies à bas coût depuis 2022 provoque la dérive actuelle du secteur aérien français en matière de gaz à effet de serre. La filiale d'Air France Transavia est particulièrement mise en cause.

Par [Guy Dutheil](#) , Le Monde, 22 avril 2024

Plus il y a d'avions dans le ciel et plus ils détraquent le climat ! C'est le constat mis en évidence par une étude de l'ONG Transport & Environment (T&E) parue le 19 avril. En 2023, la vigoureuse reprise de l'activité du transport aérien a aussi eu comme conséquence une forte augmentation des émissions de CO<sub>2</sub>. Selon T&E, qui a analysé les vols au départ de la France, les principaux responsables de cette hausse de la pollution sont les compagnies à bas coût.

Au top 10 des compagnies les plus polluantes, établi par l'ONG, les low cost easyJet, Transavia et Ryanair occupent trois des quatre premières places du classement. Surtout, même si Air France occupe de loin la première place dans l'Hexagone, ce sont essentiellement les compagnies à bas coût (ainsi que Corsair), qui ont provoqué l'augmentation du CO<sub>2</sub> depuis les aéroports français. L'an passé, les vols au départ de l'Hexagone ont augmenté de 10 % par rapport à 2022 soit quelque 700 000 décollages. Dans le détail, les 2 000 départs quotidiens dénombrés en 2023 ont envoyé dans l'atmosphère quelque 20,3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub>, en hausse de 12,5 % par rapport à 2022.

À l'examen, relève T&E, les deux plus mauvaises élèves sont Transavia et Ryanair. « *Transavia ou Ryanair ont largement dépassé leurs niveaux d'émissions de 2019* », signale l'ONG. Volotea, autre low cost, présente en France, ne pointe qu'à la dixième place, mais affiche aussi une forte hausse. En revanche, easyJet est la seule de la catégorie à présenter des émissions en baisse par rapport à l'avant-Covid-19.

### La flotte de Transavia a presque doublé de taille

Selon les chiffres de 2023, c'est Transavia, la filiale à bas coût d'Air France qui décroche la palme. Avec plus de 90,9 % de hausse, les émissions de CO<sub>2</sub> de Transavia ont presque doublé par rapport à 2019, la dernière année avant la pandémie de Covid-19. Toutefois, ce mauvais résultat ne signifie pas que les avions de la low cost sont plus polluants que ceux des compagnies rivales. En fait, si Transavia a pollué presque deux fois plus c'est qu'en quatre ans, sa flotte a presque doublé de taille. Entre 2019 et 2023, elle est ainsi passée de 38 à 71 appareils.

Malgré cette croissance, se défend la filiale d'Air France, elle est encore loin de rivaliser avec Ryanair ou easyJet, les deux principales low cost en Europe. Quand Transavia vise une flotte composée d'une centaine d'avions à moyen terme, Ryanair ou easyJet opèrent déjà « *entre 300 et plus de 500 appareils* », se défend la filiale d'Air France. Surtout, la croissance de Transavia, s'est en partie effectuée aux dépens de celle d'Air France. Une part des destinations nouvelles opérées par Transavia l'étaient auparavant par sa maison mère. Cette dernière a d'ailleurs annoncé son prochain départ d'Orly pour laisser toute la place à Transavia.

## Sur les réseaux sociaux, l'humour comme remède à l'écoanxiété

Une nouvelle tendance de créateurs de contenus apparaît depuis quelques mois : jouer la comédie quelques minutes pour sensibiliser aux enjeux écologiques.

Par Zoé Dert-Chopin Le Monde, 21 avril 2024

« *L'humour, ça rassemble* », s'enthousiasme Johan Reboul sur le ton de l'évidence. À première vue, la bonne humeur du créateur de contenus de 24 ans, dont le compte s'intitule « Le jeune engagé », est difficilement compréhensible : les centres d'intérêt de celui qui compte aujourd'hui plus de 120 000 abonnés sur Instagram tournent uniquement autour de l'écologie. « *Aujourd'hui, le niveau d'écoanxiété chez les jeunes montre que le sujet est grave* », convient-il. Pourtant depuis un an, comme Johan Reboul, une poignée de créateurs de contenus – ou « influenceurs » – ont relevé le défi d'allier en quelques minutes humour et sensibilisation sous la forme de vidéos Instagram et TikTok.

Que ce soit dans les médias ou dans les one-man-show, la question de l'écologie est insuffisamment abordée d'après Swann Périssé, youtubeuse, humoriste et animatrice du podcast « Y'a plus de saisons ». « *L'idée de l'humoriste est de trouver des liens qui réunissent les gens. Et ça en fait partie, c'est une menace qui nous guette toutes et tous.* »

Alors il reste les réseaux sociaux, « *pour faire effraction dans l'espace politico-médiatique, sachant qu'on ne maîtrise pas le cadrage médiatique dominant* », d'après Mathilde Caillard – 53 000 abonnés sur Instagram.

Depuis, Mathilde Caillard utilise son corps comme moyen d'expression humoristique et militant. « *Je vois le corps comme un outil de revendication politique* », confie-t-elle, avant de citer Bayard Rustin, célèbre conseiller de Martin Luther King : « *La seule arme que nous avons, c'est nos corps. Il faut les placer aux bons endroits pour empêcher les roues de tourner.* »

« Je fais ça surtout pour informer »

Avec son collectif Planète Boum Boum, Mathilde Caillard a sorti une nouvelle vidéo pour lutter contre les per- et polyfluoroalkylées (PFAS), ces « polluants éternels » présents dans les objets du quotidiens... En incarnant un PFAS sur « Toxic », le tube interplanétaire de Britney Spears. « *Maintenant, c'est dur de continuer à parler du fond politique sans être taxé de dangereux écoterroriste. Un des pas de côté qu'on peut utiliser pour continuer à porter un message, c'est bien le rire* », explique celle qui se définit comme « techno-activiste ». Parce que se faire une place sur les réseaux sociaux exige d'en connaître les codes. « *Les usagers vont suivre ces individus parce qu'ils vont se reconnaître en eux* », explique la maîtresse de conférence en sciences de l'information et de la communication Stéphanie Lukasik.

Si l'humour permet de se distinguer des autres créateurs de contenus écologistes, ces derniers étant présents depuis plus longtemps sur les réseaux sociaux, la volonté de sensibiliser et d'apporter des connaissances reste une constante. « *Quelqu'un qui regarde une de mes vidéos et qui se marre, c'est déjà gagné parce que la petite graine est plantée*, rapporte Gaetan Gabriele. *Mais je fais ça surtout pour informer. Car s'informer, c'est déjà agir* », avant de préciser : « *Je ne suis pas journaliste.* »

**Sécheresse dans les Pyrénées-Orientales : « Cette fois, c'est du brutal »**

Par [Martine Valo](#) (Pyrénées-Orientales, envoyée spéciale) Le Monde, 22 avril 2024

Le département subit depuis deux ans un manque d'eau structurel. La faible ressource contraint les agriculteurs à adapter leurs pratiques, et pourrait conduire à revoir l'aménagement du territoire.

Daniel Aspe saisit la bouteille en plastique avec un goulot<sup>6</sup> découpé et s'allonge sur le sol de la forêt. Le maire d'Escaro, dans les Pyrénées-Orientales, plonge l'objet usé dans le regard creusé en face de l'arrivée d'eau qui alimente son village, et chronomètre le temps qu'il faut pour recueillir 2 litres : quatorze secondes. Il se livre alors à un calcul qu'il connaît bien, multipliant les secondes par vingt-quatre heures : le débit s'avère encore un peu trop juste pour la consommation journalière des 80 habitants. « *Bien que nous ne nous lavions pas pour économiser l'eau* », déclare en plaisantant l' élu pour surmonter son inquiétude.

En cette fin de journée d'avril, le soleil éclabousse d'or les flancs des montagnes. Quelques filaments de neige zèbrent les sommets, tandis que, plus bas, la végétation méditerranéenne fait de la résistance. De-ci, de-là se dressent des squelettes de genêts et des chênes verts, si coriaces et pourtant morts de soif. Avec la tramontane de ces derniers jours, le service départemental d'incendie et de secours a averti : le risque d'incendie est maximal.

Car si le panorama saturé de lumière est magnifique, il demeure quasi immuable : depuis deux ans, les nuages ne font que passer subrepticement, sans s'arrêter, des hauts cantons jusqu'à la plaine du Roussillon. [Le déficit de pluie atteint 60 % certains mois](#), et celui de neige 75 % en 2023. Les arrêtés préfectoraux restreignant les usages de l'eau se succèdent sans discontinuer depuis juin 2022.

« On positive »

Pour Escaro, le vrai problème se pose l'hiver, car, du 15 avril au 15 octobre, la commune reçoit de l'eau du canal de Nyer. Le reste du temps, l'ouvrage, privé, est destiné à produire de l'hydroélectricité. Le maire, un ingénieur à la retraite, n'est d'abord pas très enthousiaste à l'idée d'évoquer une fois encore les pénuries et les camions-citernes venus remplir son château d'eau une dizaine de fois cet hiver. Question d'image pour l'ancien village minier. Dès février, quatre autres communes des Pyrénées-Orientales étaient ravitaillées ainsi, tandis qu'une quarantaine d'autres sont surveillées de très près.

Daniel Aspe prend finalement le temps de décrire ses actions de sensibilisation auprès de ses administrés, leurs efforts communs de sobriété et leur traque des fuites. Sous le château d'eau est installée une citerne souple – une de celles qu'utilisent les pays quasi désertiques – pour ne pas perdre la moindre goutte d'eau en cas de trop-plein. Elle sert à un couple de maraîchers et à quelques chevaux. « *On positive* », assure le maire.

---

<sup>6</sup> Col de bouteille ou de vase dont l'entrée est étroite.



# Le couvre-feu<sup>7</sup> pour les mineurs est-il vraiment efficace ?

Par [Eloi Passot](#) Le Figaro, Publié le 23/04/2024

Après Pointe-à-Pitre en Guadeloupe, la ville de Béziers a mis en place cette mesure lundi, en attendant Nice et peut-être Perpignan. Si ses défenseurs assurent qu'il a fait ses preuves, le dispositif n'a jamais été réellement évalué.

Le couvre-feu pour les mineurs est en vogue. Gérald Darmanin<sup>8</sup> a ouvert le bal en Guadeloupe, où la mesure est entrée en vigueur ce lundi. Le même jour, le maire divers droite de Béziers, Robert Ménard, l'instaurait par arrêté municipal. Mardi matin, c'est le maire Horizons de Nice, Christian Estrosi, qui annonçait sa prochaine mise en place. Le premier édile de Perpignan, Louis Aliot (Rassemblement national), a lui aussi manifesté son intérêt.

Si les modalités varient selon les lieux, l'objectif affiché, lui, est le même partout. Ce dispositif doit permettre de lutter contre la propagation des violences commises par des individus de plus en plus jeunes, en palliant le déficit d'autorité de certaines familles. À Pointe-à-Pitre, la restriction s'applique à tous les mineurs, entre 20 heures et 5 heures du matin, pour une durée de deux mois. À Béziers, l'arrêté ne concerne que les mineurs de moins de 13 ans qui ne seraient pas accompagnés d'un parent, à partir de 23 heures et jusqu'au 30 septembre. Seul le centre-ville, ainsi que les quartiers de la Devèze et Grangette-Iranget, sont concernés. A Nice, le couvre-feu prendra effet à partir du 1er mai, pour les moins de 13 ans, entre 23 heures et 6 heures. Il restera valable «durant la période estivale».

«L'efficacité d'une telle mesure n'a jamais été évaluée scientifiquement»

La recette n'est pas nouvelle. Le maire de Béziers l'avait déjà testée en 2014 après son élection à la tête de la ville. Avant que le Conseil d'État, saisi par la Ligue des droits de l'homme (LDH), n'annule son arrêté en 2018, au motif que celui-ci portait atteinte à la liberté d'aller et venir. « *L'arrêté n'est resté en vigueur que quelques mois, explique Robert Ménard. Mais cela avait suffi pour constater son efficacité.* »

Concrètement, à Béziers, les mineurs seront accompagnés au commissariat par les forces de l'ordre avant d'être récupérés par leurs parents. « *D'abord, c'est une aide pour les mères seules dont les enfants désobéissent*, poursuit l'édile biterrois, qui a donc repris lundi le même arrêté qu'il y a dix ans. *En 2014, une mère du quartier de la Devèze m'avait dit : "Maintenant, je dis à mes enfants que, s'ils sortent, le maire va envoyer la police."* Ensuite, *c'est évidemment une protection pour les enfants.* » Même son de cloche à Nice, où la mesure avait été mise en place entre 2009 et 2020. Elle avait « *montré son efficacité* », a martelé Christian Estrosi. « *Personne n'a jamais évalué scientifiquement l'efficacité d'une telle mesure*, nuance toutefois le professeur de criminologie au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) Alain Bauer.

---

<sup>7</sup> Interdiction de sortir après une heure fixée

<sup>8</sup> Gérald Darmanin